

Communiqué de presse

30 avril 2013
N° 4/13

MP NIGERIA PUBLIE SON RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012

Le Rapport Financier Annuel 2012 a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2013. Il intègre les informations requises par l'article 222-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Des exemplaires du Rapport Financier Annuel 2012 sont disponibles sans frais auprès de MP Nigeria (51, rue d'Anjou 75008 Paris) ainsi que sur le site Internet de MP Nigeria (www.mpnigeria.com).

A propos de MP Nigeria

Société anonyme dont le siège social est à Paris, MP Nigeria est issue de la scission des activités nigérianes des Etablissements Maurel & Prom. MP Nigeria détient 45% de SEPLAT, société nigériane d'exploration et production pétrolière et gazière, opérateur sur les Oil Mining Licenses 4, 38 et 41 au Nigéria. Ces permis pétroliers présentent une combinaison équilibrée de champs en production, de champs à développer et d'opportunités d'exploration. Grâce à son association avec des partenaires nigériens de premier plan, MP Nigeria bénéficie d'une forte implication locale, tant auprès des autorités que des communautés locales. Forte de ses actifs et de ce partenariat de qualité, MP Nigeria est favorablement positionnée pour assurer son développement et bénéficier de nombreuses opportunités de croissance. Vous pouvez retrouver toutes les informations de la société sur le site www.mpnigeria.com.

CONTACTS PRESSE, RELATIONS INVESTISSEURS ET ACTIONNAIRES

NewCap

Louis-Victor Delouvrier/ Emmanuel Huynh

mpng@newcap.fr

Tel : +33 1 44 71 94 94

Plus d'informations : www.mpnigeria.com

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de MP Nigeria. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.